

SUR LES BLOGS**Pétition sur Internet**

Le panel de la mobilisation hospitalière (lire ci-dessous) se complète par un blog qui vient de se monter. On peut y trouver la pétition, la signer, les articles de presse couvrant la problématique... Adresse : <http://sos-sante.zic.fr/>

HÔPITAL**Manifestation à 12h30 devant l'hôpital**

Le collectif SOS Santé Charolais (voir ci-dessous) ne perd pas de temps. Il appelle la population, les médecins et les salariés de la santé à manifester à 12h30 devant l'entrée de l'hôpital avant la réunion de la commission médicale qui donnera son avis sur l'accord-cadre.

BOURBON-LANCY**Le Las Vegas de la boxe**

La ville thermale accueille samedi 24 octobre un match officiel international de boxe : France vs Hongrie. La pesée aura lieu le matin au casino mais le ring sera installa salle Marc Gouthéraut. A quand un combat au casino comme à Las Vegas!

SANTÉ. Le rachat de la clinique de la Roseraie suscite un tollé.

L'hôpital entre en résistance

Alors que l'accord-cadre pour le rachat de la clinique par le groupe privé Kapa Santé a été signé vendredi, syndicats et personnels de l'hôpital montent au front. Ils dénoncent des conditions inadmissibles et la mise à sac de l'hôpital public.

Jean-Marc Nesme a dû avoir les oreilles qui sifflaient mardi soir. Le député-maire de Paray-le-Monial, et président du conseil d'administration de l'hôpital, en a pris pour son grade lors de ce grand débat sur l'avenir de la santé en Charolais-Brionnais organisé par les syndicats. La raison de cette colère ? Les conditions « inadmissibles » de la mise en place du Groupement de Coopération Sanitaire (GCS) entre les deux établissements et les nombreux « cadeaux » faits au groupe Ka-



Odile Geroldi et Laurence Charrier, les délégués syndicaux CFDT et CGT de l'hôpital des Charmes. Photo E.D.

pa Santé. « On veut brader l'hôpital public, faisons de la résistance » s'emporte Odile Geroldi, délégué CFDT.

Pendant une dizaine de minutes, elle a égrainé la liste des fameux cadeaux dont bénéficiera le sauveur de la clinique si le rachat est validé avant le 30 octobre. En plus du pôle

chirurgical unique qui serait confié au secteur privé, le projet prévoit un rapprochement public-privé sur de nombreux services. Et c'est là que le bat blesse. « Pour notre radiologie par exemple, le projet prévoit la création d'un groupement d'intérêt économique entre les deux établissements et les praticiens. Ça veut dire qu'on met dans le pot commun quelque chose qui appartient au public et qui a été payé par le contribuable ». Même chose pour les Urgences et la Pharmacie de l'établissement public. Le projet prévoit des « modalités de rapprochement à étudier » et des « conventions à établir ». « Le projet prévoit même que l'hôpital prenne en

charge le loyer de la clinique ! C'est inacceptable ».

Des solutions alternatives

Au cœur de la problématique, le principe de service public et d'égalité dans l'accès aux soins qui pourrait être remis en cause par ce GCS. « Ce fonctionnement va impacter directement les citoyens explique Sébastien Tixier du syndicat CFDT. La recherche du profit maximum va être systématique, les dépassements d'honoraires systématiques... Le service rendu sera forcément dégradé ». Baptiste de Souza en rajoute une couche. « Si on ne veut pas donner sa carte bleue à la place de la carte vitale, il faut faire capoter ce projet ! ». Comment concilier alors sauvegarde des emplois de la clinique et un service public de qualité ? Pour Laurence Charrier, délégué CGT, c'est possible. « Contrairement à ce que l'on veut nous faire croire, le rachat de la clinique peut se faire sans Kapa, les structures sont là. Racheter des actions pour 1€ symbolique, nous aussi on peut le faire ». Les syndicats sont bien décidés désormais à faire, enfin, entendre leurs voix.

EMMANUEL DALIGAND

Collectif, pétition et manifestation

Le collectif SOS Santé Charolais a été créé à la suite de ce débat. Une pétition est en ligne sur son site Internet : sos-sante.zic.fr. Par ailleurs, les personnels de l'hôpital et de la clinique sont appelés à se rassembler ce matin à 12h30 devant l'entrée de l'hôpital pour marquer leur opposition au projet de groupement de coopération sanitaire. Une réunion avec l'Agence Régionale de l'Hospitalisation est prévue lundi à 17h30 à Dijon.

LES ÉLUS DE GAUCHE MONTENT AU CRÉNEAU

« Quand les salariés des deux établissements se retrouvent au Centre de Congrès pour présenter l'accord cadre hôpital public-clinique privée, l'inquiétude laisse très vite la place à l'amertume et à la colère. Pourquoi être sourd à ces inquiétudes, pourquoi imposer une solution sous forme d'un ultimatum, pourquoi ne pas rechercher un compromis consensuel entre hôpital et clinique sur un sujet aussi sensible, pourquoi ne pas entendre les propositions de solutions alternatives ? Nous, élus du Charolais Brionnais dont les populations sont déjà cruellement touchées

par la disparition des services publics et la désertification médicale, nous dénonçons une position idéologique de la part du maire de Paray aux dépens de l'hôpital public et en faveur d'intérêts privés.

Nous contestons le choix d'imposer un seul plateau technique chirurgical privé aux habitants de l'ouest Saône et Loirien en réduisant ainsi autoritairement l'offre de soins. Nous demandons au directeur de l'Agence Régionale d'Hospitalisation et au Pdt du Conseil d'Administration du Centre hospitalier et Maire de Paray le Monial de condi-

tionner quelque accord que ce soit à :

- Une rencontre avec les personnels des deux établissements pour écouter les solutions alternatives à l'actuel projet.
- L'engagement de préserver l'activité et les emplois des deux établissements.
- Une rencontre avec les élus du Charolais Brionnais pour envisager avec eux les conséquences pour la population, les territoires et les autres établissements d'un accord public-privé ».

JEAN-PAUL DRAPIER,

CHRISTIAN BONNOT, EDITH GUEUGNEAU

ET JACQUES REBILLARD

RÉACTIONS

Le Dr Pétigny et la « rupture de culture »

Chef de service au centre hospitalier, le Dr Alain Pétigny a souhaité réagir par rapport au dernier paragraphe de l'article paru mardi 13 octobre annonçant le mariage entre la clinique de la Roseraie et le Centre Hospitalier.

« Vous avez dit rupture de culture ? Vous citez MM. Kadji, directeur de Kappa Santé, Boyer, Directeur de l'ARH, et J. M. Nesme, Président du Conseil d'Administration de l'hôpital qui « affirment leur volonté de rajeunir les effectifs des praticiens afin de créer une rupture de culture ».

Ma culture, c'est d'avoir travaillé 12 heures par jour depuis 30 ans, en sacrifiant ma vie familiale et personnelle à mes patients.

« Un chantage inadmissible »

Ma culture, c'est d'avoir répondu présent devant les urgences, de jour comme de nuit, même lorsque je n'étais pas de garde (cela ne vous rappelle-t-il rien, M. le Député Maire ?).

Ma culture, c'est de toujours choisir, dans la mesure de mes capacités, ce qui me paraît le mieux pour les patients.

Ma culture, c'est d'avoir lutté contre l'administration chaque fois qu'elle ne faisait pas le nécessaire pour améliorer la qualité des soins aux malades.

Ma culture, c'est d'avoir le courage de dire à Mr le Directeur de l'ARH qu'il s'est livré à un chantage inadmissible pour influencer le vote des administrateurs du Centre Hospitalier.

Ma culture, c'est d'être du parti d'Antigone et non de celui de Créon.

Effectivement, vous allez, Messieurs, créer une rupture de culture. Hélas pour les Parodiens. Mais au moins sont-ils prévenus ».

ALAIN PETIGNY